

Unité départementale des Alpes-Maritimes et du Var  
244 Avenue de l'Infanterie de Marine BP 50520  
83070 Toulon

Toulon, le 16/02/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/02/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **BLANCHISSERIE SANTALYS**

Zone industrielle toulon Est -  
av charles marie brun BP 169  
83088 Toulon

Références : D-UD83-2024-0099  
Code AIOT : 0006402197

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/02/2024 dans l'établissement BLANCHISSERIE SANTALYS implanté Zone Industrielle de Toulon-Est 252 av Charles Marie Brun 83130 La Garde. L'inspection a été annoncée le 25/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre d'une action régionale coup de poing 2024 de l'Inspection des Installations classées. L'objet de cette inspection est de contrôler le respect des prescriptions liées à la consommation d'eau et de rappeler aux industriels les exigences applicables en période de sécheresse.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BLANCHISSERIE SANTALYS
- Zone Industrielle de Toulon-Est 252 av Charles Marie Brun 83130 La Garde
- Code AIOT : 0006402197
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement Santalys Blanchisserie, exploite une blanchisserie Industrielle hospitalière sur le territoire de la commune de La Garde. A ce titre elle bénéficie d'un arrêté préfectoral du 23 mars 2012 et d'un arrêté préfectoral complémentaire du 9 novembre 2021

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                                       | Référence réglementaire                          | Autre information |
|----|-------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------|-------------------|
| 1  | Origine de l'eau et volumes de prélèvement                              | Arrêté Préfectoral du 23/03/2012, article 4.4.1  | Sans objet        |
| 2  | Présence de compteurs et suivi des registres                            | Arrêté Préfectoral du 23/03/2012, article 9.2.2  | Sans objet        |
| 3  | Déclarations GEREP : prélèvements et volumes d'eau rejetés              | Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-I    | Sans objet        |
| 4  | Déclaration en période de sécheresse (niveau d'alerte renforcée, crise) | Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-IV   | Sans objet        |
| 5  | Mise en œuvre du PSH                                                    | Autre du 20/03/2023, article communication DREAL | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'établissement Santalys Blanchisserie effectue un suivi rigoureux de ses prélèvements d'eaux de process.

Une amélioration du suivi de ses prélèvements d'eau à usage sanitaire doit être engagée.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Origine de l'eau et volumes de prélèvement

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/03/2012, article 4.4.1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liées à la lutte contre l'incendie ou aux exercices de secours, sont autorisées dans les quantités suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• Réseau public sanitaires : 1100 m<sup>3</sup>/an</li><li>• Canal de provence : 60 000 m<sup>3</sup>/an, débit max journalier 230 m<sup>3</sup>/an</li></ul>                                                                                                                                                                                    |
| <b>Constats :</b><br><br>Les 2 catégories d'eau principales sur le site sont les eaux de process et les eaux sanitaires.<br>A la marge, les eaux prélevées sont également utilisées pour les exercices incendie et contrôle du matériel incendie ainsi que pour l'arrosage des espaces verts.<br><br>Les eaux de process, les eaux incendie et les eaux d'arrosage d'espaces verts sont prélevées dans le canal de provence pour un volume annuel en 2023 de 23 688 m <sup>3</sup> .<br><br>Les eaux sanitaires sont prélevées dans le réseau AEP pour un volume annuel en 2022 de 931 m <sup>3</sup> . |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br>L'inspection a été l'occasion de rappeler à l'exploitant que la zone sécheresse à surveiller par ce dernier n'est pas la zone d'implantation du site mais la zone de prélèvement majoritaire de ses eaux consommées.<br>En conséquence, celui-ci doit demander la provenance de son eau potable à ses fournisseurs d'eau (nom et code masse d'eau). Les éléments de réponse doivent être transmis à l'inspection dans les meilleurs délais.                                                                                         |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |

## N° 2 : Présence de compteurs et suivi des registres

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/03/2012, article 9.2.2                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les installations de prélèvement d'eau sans le réseau de la société du canal de Provence et dans le réseau communale sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ces dispositifs sont relevés hebdomadairement. Les résultats sont portés sur un registre.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Constats :</b><br><br>2 compteurs sont présents sur le site: <ul style="list-style-type: none"><li>• 1 compteur pour les eaux de process, les eaux incendie et les eaux d'arrosage (eaux prélevées dans le canal de provence)</li><li>• 1 compteur pour les eaux sanitaires (eaux prélevées dans le réseau AEP)</li></ul><br>L'exploitant tient à jour :<br>un registre journalier afin de suivre les prélèvements des eaux utilisées pour le process, l'incendie et l'arrosage sans distinction entre les catégories,<br>un registre quadrimestriel pour suivre les prélèvements d'eau à usage sanitaire (sur facture). |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>Afin d'affiner le suivi des prélèvements du volume d'eau destiné à un usage sanitaire, l'exploitant s'est engagé à mettre en place un répétiteur de compteur à l'intérieur du site, ce qui lui permettra de tenir un registre hebdomadaire pour cette catégorie d'eau.<br>L'exploitant informera l'inspection dans les meilleurs délais de la mise en oeuvre de ces mesures.                                                                                                                                                                        |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |

## N° 3 : Déclarations GEREP : prélèvements et volumes d'eau rejetés

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-I                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Prélèvements :<br>L'exploitant [...] déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, [...] Les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m <sup>3</sup> / an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m <sup>3</sup> / an.<br>Volumes d'eaux rejetés :<br>L'exploitant [...] déclare chaque année au ministre en charge des installations classées [...] Les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m <sup>3</sup> / an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ; |
| <b>Constats :</b> Au regard des volumes annuels d'eau prélevés, les prescriptions du présent article ne sont pas applicables aux installations. Toutefois, l'exploitant renseigne chaque année ses prélèvements d'eau sur la plateforme GEREP.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |

**N° 4 : Déclaration en période de sécheresse (niveau d'alerte renforcée, crise)**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-IV                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Pour : ICPE à A ou à E dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes<br><br>Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours.<br>Cette transmission est faite en utilisant le lien suivant : <a href="https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/icpe-secheresse-rapportage-hebdomadaire">https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/icpe-secheresse-rapportage-hebdomadaire</a><br>La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise. |
| <b>Constats :</b><br><br>La Blanchisserie Santalys est une blanchisserie hospitalière. A ce titre, elle n'est pas soumise à déclaration sur demarches-simplifiees durant les périodes de sécheresse de niveau alerte renforcée et crise .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |

**N° 5 : Mise en œuvre du PSH**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Autre du 20/03/2023, article communication DREAL                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, PSH                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Le cadrage régional pour l'étiage 2022 a été maintenu pour l'étiage 2023 avec des réductions demandées pour les usages économiques de 20 % des prélèvements au niveau de gravité « alerte », de 40 % des prélèvements au niveau de gravité « alerte renforcée » et des dispositions plus contraignantes pourront être prises par arrêté préfectoral en cas de crise. Ces éléments sont présentés sur le site internet de la DREAL PACA. Ils seront maintenus en 2024.<br>Des adaptations à ces réductions forfaitaires sont prévues pour les usages industriels dans 2 cas :<br>1. L'établissement dispose de restrictions déjà prescrites dans un arrêté préfectoral conduisant à une diminution effective selon les niveaux de gravité de sécheresse. L'arrêté préfectoral d'autorisation prévaut alors.<br>2. L'établissement a mis en place un plan de sobriété hydrique (PSH) dont le contenu est défini par l'inspection des installations classées. L'établissement devra notamment définir, dans le PSH, des mesures quantifiées de diminution de ses prélèvements pour chaque niveau d'alerte.<br>Pour tout établissement désireux d'entrer dans le cas d'adaptation n°2, le PSH sera élaboré et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées (IIC) au plus tôt.<br><br>L'IIC sera amenée à vérifier lors d'inspections le respect des mesures de l'arrêté cadre sécheresse et, le cas échéant, d'examiner le contenu du PSH.<br>Le préfet pourra décider de lever cette adaptation (n°2) s'il considère que les mesures de réduction, en période de sécheresse, proposées dans le PSH sont insuffisantes. |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant est en cours d'établissement d'un plan de sobriété hydrique.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |